

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 23 mars 2022
(Convocation du 15 mars 2022)

Aujourd'hui, le 23 mars 2022 à 14h00, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021, sous la présidence de Mme Céline Salles, Vice-Présidente

Conseillers en exercice	
• Nombre	52
• Voix	321
Présents	
• Nombre	32
• Voix	236
Pouvoirs	
• Nombre	3
• Voix	3
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	35
• Voix	239
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Etaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Isabelle Antier, Mme Agathe Bourretère, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. Damien Delavoie, M. Julien Dubois, M. Charles Pelanne, M. Bernard Pouban, M. Frédéric Ré, M. Marc Saint-Estevan, M. Bernard Verdier
- Pour les Régions membres : M. Eric Sargiacomo
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel, M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : M. Francis Betbeder, M. Philippe Castets, M. Didier Gaugeacq, M. Pierre Lajus, M. Denis Lanusse, M. Patrick Maunas, M. Laurent Nolibois, M. Christophe Pugnetti, M. Jean-Pierre Rémy
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Michel Chanut, M. Christian Ducos, M. Bernard Labadie, M. Antoine Lequertier

Etaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les communautés de communes membres : Mme Pascale Réquenna
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Jean-Jacques Dané, M. Didier Sakellarides

Etaient excusés :

- Pour les Départements membres : Mme Nathalie Barrouillet, M. Pierre Brau-Nogué, M. Thierry Carrère, M. René Castets, M. Francis Dupouey,
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, Mme Isabelle Nogaro, M. Jean-Yves Arrestat, M. Philippe Baron, M. Philippe Brethes, M. Pierre Cazères, M. Michel Cuyaubé, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Jean-Marc Lescoute,
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Bernard Lougarot

Secrétaire de séance : M. Christian Ducos, Délégué



OBJET : Programme d'actions - Risques fluviaux - Programme d'actions 2022 - Modification de la fiche n°42 - Confortement de l'ouvrage de protection contre les inondations « Pénich - Laburthe » sis sur la communauté de communes du Pays Grenadois

Exposé des motifs :

La digue de Pénich-Laburthe a été classée à l'encontre de l'Institution Adour dans le cadre du décret « digues » de 2007.

Depuis la mise en œuvre de la compétence GEMAPI, la communauté de communes du Pays Grenadois s'est positionnée pour le classement de cet ouvrage en système d'endiguement.

Une délégation d'une partie de la compétence GEMAPI entre l'EPCI-FP et l'EPTB a permis aux élus de dimensionner le niveau de protection apporté par l'ouvrage et la zone de protection concernée.

Les récentes crues de l'Adour ont, en outre, permis de mesurer le nécessaire recul d'une partie de l'ouvrage trop fortement sollicité et fréquemment endommagé par les crues.

L'objectif de l'opération est la réalisation des confortements de la partie amont de l'ouvrage et de recul de la partie aval de l'ouvrage.

Comme le prévoit la réglementation, ces travaux, d'ores et déjà dimensionnés (phases AVP ou PRO selon les secteurs) dans les études précédentes, seront effectués par un maître d'œuvre agréé au titre de la sécurité des ouvrages hydrauliques.

À l'occasion de l'adoption du programme d'actions 2022, le comité syndical a délibéré favorablement sur la fiche programme n°42. Cette fiche programme mentionne une participation financière de l'État à hauteur de 30 % pour les travaux relatifs au recul de la partie aval de l'ouvrage.

Or, après notification du financement de l'État, il s'avère que cette participation sera de 7,5% du coût total des travaux de recul de la partie aval de l'ouvrage. La présente délibération concerne donc le réajustement du plan de financement de cette action, étant précisé que la communauté de communes du Pays Grenadois, entité gémapienne, prendra à sa charge le reste à financer.

Considérant la délibération n°134/2021 en date du 8 décembre 2021 de l'Institution Adour relative au programme d'actions 2022,

Vu l'arrêté préfectoral attributif de subvention du 13 décembre 2021,

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- de rapporter la fiche programme n°42 du programme d'actions 2022,
- d'arrêter à 600 000 € TTC le coût total prévisionnel de cette opération,
- d'approuver le plan de financement prévisionnel actualisé,
- d'approuver le contenu de la fiche n°42 bis relative au confortement de la digue de Pénich-Laburthe sise à Larrivière-Saint-Savin, telle qu'annexée,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.



Fait et délibéré le 23 mars 2022 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2022

FICHE DE PROPOSITION n° 42 bis

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Risques fluviaux

Intitulé de l'opération :

Confortement de l'ouvrage de protection contre les inondations « Pénich - Laburthe » sis sur la communauté de communes du Pays Grenadois

Zone d'influence :

Adour Moyen, communauté de communes du Pays Grenadois, commune de Larrivière-Saint-Savin

Description de l'opération :

Origine

La digue de Pénich Laburthe a été classée à l'encontre de l'Institution Adour dans le cadre du décret « digues » de 2007.

Depuis la mise en œuvre de la compétence GEMAPI, la communauté de communes du Pays Grenadois s'est positionnée pour le classement de cet ouvrage en système d'endiguement.

Une délégation d'une partie de la compétence GEMAPI entre l'EPCI-FP et l'EPTB a permis aux élus de dimensionner le niveau de protection apporté par l'ouvrage et la zone de protection concernée.

Les récentes crues de l'Adour ont en outre permis de mesurer le nécessaire recul d'une partie de l'ouvrage trop fortement sollicité et fréquemment endommagé par les crues.

Buts et contenu

L'objectif de l'opération est la réalisation des confortements de la partie amont de l'ouvrage et de recul de la partie aval de l'ouvrage.

Comme le prévoit la réglementation, ces travaux, d'ores et déjà dimensionnés (phases AVP ou PRO selon les secteurs) dans les études précédentes seront effectués par un maître d'œuvre agréé au titre de la sécurité des ouvrages hydrauliques

Par convention entre l'EPTB et la communauté de commune du Pays grenadois, il a été acté de traiter comptablement cette opération sous mandat.

NB :

Une partie de cette opération (recul de la partie aval de l'ouvrage) a déjà fait l'objet d'une décision à l'occasion de la DM de 2021 suite aux dégâts de la crue de décembre 2020 (fiche n° 34). Cette partie est rapportée dans la présente fiche.

Maître d'œuvre :

Bureau d'étude agréé au titre de la sécurité des ouvrages hydrauliques

Echéance - Délais :

Finalisation des travaux de confortement pour l'étiage 2022 sous réserve de la maîtrise foncière des terrains par la communauté de communes du Pays Grenadois.

Coût de l'opération : 600 000 € TTC

Recul de l'ouvrage sur la partie aval : 348 000 € TTC

Confortement de la partie amont : 210 000 € TTC

Maitrise d'œuvre : 42 000 € TTC

Plan de financement prévisionnel :

Recul de la partie aval :

	Taux	Montant
État (dotation solidarité intempérie)	7,5% du HT	21 750 €
Région Nouvelle-Aquitaine	20% du HT	58 000 €
Département des Landes	30% du HT	87 000 €
Autofinancement		181 250 €
Total		348 000 €

Confortement de la partie amont et maîtrise d'œuvre : 100% Institution Adour (communauté de communes du Pays Grenadois).

Plan de financement global (à titre indicatif) :

	Taux	Montant
Etat (Dotation solidarité intempérie)	3,6%	21 750 €
Région Nouvelle-Aquitaine	9,7%	58 000 €
Département des Landes	14,5%	87 000 €
Institution Adour (CdC du Pays Grenadois)	72,2%	433 250 €
Total	100 %	600 000 €

Plan de situation :

Figure 1 : Vue générale de la digue Pénich-Laburthe dans son état actuel

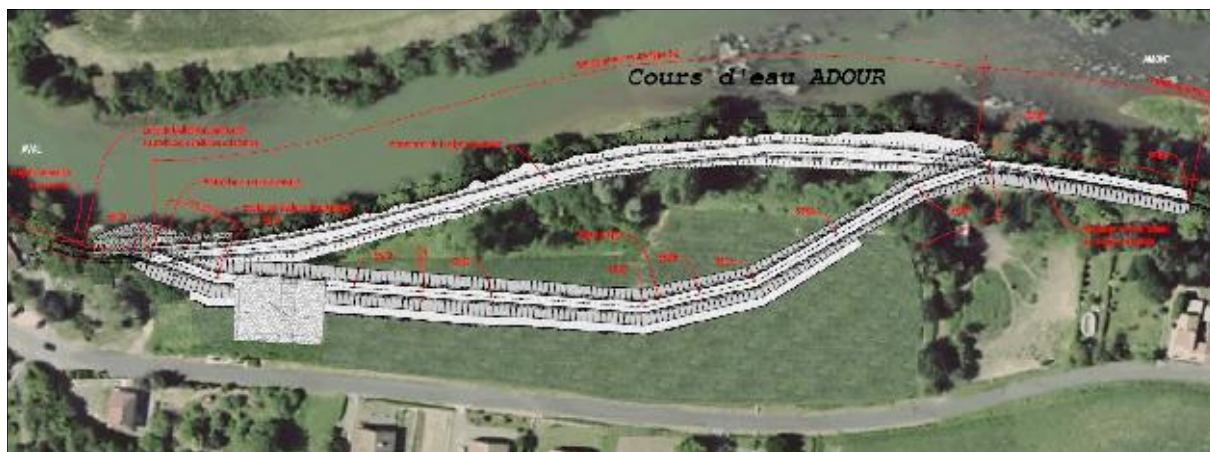


Figure 2 : Vu du projet de recul de la portion aval de la digue de Pénich-Laburthe